

La SOCIÉTÉ CIVILE et la COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT :

Un document de synthèse

I. INTRODUCTION

L'objet du présent document de synthèse :

Ce complément au document *Pour une aide internationale plus efficace* examine le rôle de la société civile et des organisations de la société civile (OSC) dans le programme de coopération au développement du Canada.¹ Il fait état des questions de première importance par rapport au rôle de la société civile et des OSC dans la coopération au développement et comporte des interrogations quant aux incidences éventuelles de ces questions sur l'ACDI. Le présent document vise à compléter les sections de *Pour une aide internationale plus efficace* qui traitent de la société civile.

Nous soutenons dans ce document de synthèse que la société civile et les OSC constituent une force décisive pour la coopération au développement et qu'elles ont une contribution considérable à apporter à la lutte contre la pauvreté dans le monde. L'ACDI travaille depuis plus de trois décennies avec la société civile, notamment dans les domaines de l'élaboration de politiques et de la programmation sur le terrain. L'Agence a maintenant l'occasion de tirer parti de cette expérience et de renforcer sa coopération avec la société civile, tant au Canada que dans les pays en développement.

Ce document n'est toutefois pas un document statique. Les questions formulées à la section III visent à stimuler un débat public au Canada et dans les pays en développement et en transition. Nous espérons tirer de ce débat des analyses et des recommandations sur le rôle de la société civile dans la stratégie de programmation de l'ACDI.

Le sujet : la société civile et les organisations de la société civile

Par « société civile », nous entendons le domaine social qui ne fait pas partie de l'État ni du marché, où les citoyens se rassemblent pour négocier leurs relations avec l'État, les uns avec les autres, et avec les entreprises privées et les organisations internationales. Dans cet espace, les « organisations de la société civile » représentent un vaste éventail de structures, de tailles, d'identités et de valeurs, des organismes bénévoles structurés et non structurés ainsi que des ONG, des associations industrielles, commerciales et professionnelles, des établissements d'enseignement, de soins de santé et culturels sans but lucratif, des syndicats, des communautés religieuses, des mouvements sociaux, des groupes d'entraide et communautaires et ainsi de suite.

Notre intérêt particulier touche le segment de la société civile qui est actif ou potentiellement actif dans la coopération au développement. Il ne s'agit que d'une partie de la société civile et de la masse des OSC dans son ensemble, à la fois au Canada et dans les pays du Sud et les pays en transition.² La fraction avec laquelle un bailleur de fonds comme l'ACDI

travaille sera encore plus réduite. La topographie institutionnelle de la société civile et des OSC évolue rapidement toutefois, et les agences de développement sont confrontées, individuellement et collectivement, à un véritable défi pour rester au fait de cette plus vaste dynamique sociale.

II. LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Un phénomène mondial

Un ouvrage récent de l'Institut Nord-Sud décrit la « révolution associative mondiale » comme la croissance remarquable en nombre et en importance politique de la société civile et des OSC. Au Brésil, on compte plus de 60 000 organismes du genre, rien qu'à Sao Paulo et Rio de Janeiro. On estime qu'il y a en Inde plus de 2 millions d'associations de citoyens. En Égypte, il y a plus de 30 000 organismes sans but lucratif; parmi ceux-ci, l'affiliation à des groupes professionnels représente à elle seule 3 millions de personnes.³ Au Canada, il y avait en juin 1999 près de 78 000 organismes de bienfaisance enregistrés, auxquels il faut ajouter plus de 100 000 organismes sans but lucratif légalement constitués et peut-être 870 000 associations communautaires, soit plus d'un million d'organisations de la société civile en tout.⁴ Des analystes décrivent l'émergence au cours des deux dernières décennies d'une « société civile mondiale », comme un mouvement

d'hommes et de femmes, de groupes et d'individus, se réunissant pour prendre eux-mêmes des mesures afin de changer les sociétés dans lesquelles ils vivent... Des gens de toutes les classes, croyances et origines ethniques se sont organisés pour défendre la démocratie et les droits de la personne, pour lutter en faveur d'un développement plus équitable et d'un environnement plus sûr, ou... simplement pour aider les personnes dans le besoin ou améliorer la qualité de vie au quotidien dans leurs collectivités.⁵ [Traduction]

Cela fait des siècles qu'on agit de la sorte, mais l'expression récente de cette activité dans la sphère politique officielle, et au niveau mondial, est sans précédent. Ses détracteurs et ses partisans soulignent l'importance de la société civile, des ONG, des organisations de citoyens – les étiquettes sont nombreuses – dans les tribunes multilatérales des Nations Unies et d'organismes régionaux comme l'Organisation des États américains, dans les réunions annuelles des institutions financières internationales et des sociétés transnationales de même que dans le discours politique du jour. Ils constatent qu'un changement profond touche le pouvoir, la « société civile » servant de contrepoids à l'influence de l'État et du marché.⁶

Aussi indéniables que puissent être le pouvoir et la présence de la société civile, ses limites et sa composition font l'objet d'un grand débat. Notre définition en page 1 considère la société civile comme un *lieu d'action*, un domaine social dans lequel les citoyens forment des organisations de nature variée. Les organismes travaillant avec la société civile devront faire des choix entre les valeurs, intérêts et forces en jeu. Cette approche met aussi en lumière l'importance des droits juridiques et politiques d'association, de libre expression et d'accès à l'information de même que les facteurs culturels, économiques et autres qui favorisent ou limitent l'espace, le rôle et le pouvoir de la société civile et des OSC.

Dans une autre approche, « société civile » décrit les groupes de citoyens en dehors de l'État ou du marché. Ici, on voit souvent dans la société civile la source de toute promotion de la

justice sociale.⁷ Les deux définitions suscitent des questions. Où est la place des syndicats, des associations de gens d'affaires, des coopératives ou des partis politiques? Ils peuvent prendre naissance dans l'État ou le marché, mais ils ont aussi une présence sociale. La composition et les limites de la société civile ne sont pas fixes, elles sont sans cesse remodelées à mesure que les gens et les organisations modifient leurs rôles sociaux.

Pourquoi tout cela importe-t-il à l'ACDI, et aux praticiens du développement de façon plus générale?

Premièrement, le paysage a changé avec l'entrée en scène de nouveaux acteurs et l'apparition de nouveaux enjeux. Bien sûr, l'ACDI travaille avec des ONG du Canada et des pays en développement depuis de nombreuses années et a établi des mécanismes pour favoriser une telle coopération. L'éventail des intervenants de la société civile participant à la coopération au développement est maintenant cependant plus large et nettement plus encombré qu'au cours de la génération précédente. Dans le Nord, des associations professionnelles et commerciales, des municipalités, des organismes bénévoles domestiques ayant étendu leur action à la scène internationale, des organismes de charité, des universités, des groupes de réflexion, des syndicats et d'autres organisations se sont joints aux ONG traditionnelles (comme OXFAM, CARE, Save the Children, CUSO, entre autres). Un univers comparable a vu le jour dans les pays en développement et en transition. Dans le monde, la société civile a acquis une présence sociale et politique considérable dans la société en général de même qu'un rôle substantiel en matière d'élaboration de politiques et de programmation pour le développement.

Deuxièmement, la société civile et les OSC englobent un vaste éventail de valeurs, d'intérêts, de cultures et de comportements. Certains organismes ont une mission qui correspond étroitement au mandat de l'ACDI de soutenir le développement durable et de lutter contre la pauvreté; d'autres non. Certains organismes sont très efficaces dans leurs interventions, d'autres moins. Certains sont intéressés à collaborer avec des organismes donateurs; d'autres pas.

Troisièmement, si la « société civile » englobe, pour l'ACDI, à la fois le domaine social et les *organisations oeuvrant dans ce domaine*, ses politiques et programmes de développement seront par conséquent plus étendus et plus diversifiés, quant à leur conception et leur application, ce qui influera à la fois sur les OSC et sur l'environnement dans lequel elles opèrent.

La portée et la dynamique de la société civile ne cessent donc de mettre un organisme de développement comme l'ACDI au défi de faire des choix stratégiques éclairés quant à savoir avec qui travailler dans la société civile, de quelle façon et pourquoi. Si les propres valeurs, intérêts et objectifs de l'ACDI sont clairs, quelles OSC l'ACDI pourrait-elle appuyer et avec quelles OSC pourrait-elle travailler? (De même, quelles OSC pourraient choisir de travailler avec l'ACDI?) À quel titre : comme partenaires de projet? Comme alliés politiques (et peut-être adversaires) au pays et à l'étranger? Comme une force en faveur de la démocratisation? Comme critiques bien disposés dans des débats d'orientation? Comme une source d'innovation sociale? Toutes ces possibilités existent, une à une et en combinaison, en partie parce que l'ACDI a sa propre longue histoire dans le domaine.

L'ACDI et la société civile : expérience en matière de programmation et politiques clés

L'ACDI compte plus de trente ans d'expérience de travail avec des OSC canadiennes et du Sud, tant au Canada que dans les pays en développement. Deux caractéristiques de cette expérience sont particulièrement pertinentes:

Premièrement, l'expérience de l'Agence est remarquablement riche et variée. La Direction générale du partenariat canadien (DGPC) est le point de coordination principal de l'ACDI pour gérer sa relation avec la société civile canadienne, et le dépositaire de la mémoire collective de l'ACDI à cet égard. Il vaut toutefois la peine de souligner que *toutes* les directions générales opérationnelles de l'ACDI, de même que la Direction générale des politiques, ont travaillé avec des OSC (même si les organismes concernés n'étaient pas toujours connus comme tels). L'ampleur de cette activité est considérable, même si elle n'est peut-être pas largement connue. On estime qu'entre 1997 et 2001, une somme de 2,334 milliards de dollars, soit plus de 38 % des dépenses de programme totales de l'ACDI pour cette période, a été dirigée vers des organisations de la société civile au Canada et dans les pays en développement.

Dans certains cas, cette coopération a visé explicitement à renforcer la société civile et les OSC dans des pays en développement, dans d'autres cas, elle a servi d'autres objectifs de programmation ou stratégiques. Parfois, l'approche de l'ACDI a été systématique, concertée et stratégique, en d'autres occasions, elle a été ponctuelle; parfois, elle s'est pliée aux initiatives des OSC, en d'autres occasions, elle a été directive. Les relations de travail avec les OSC canadiennes ont couvert toute la gamme, de cordiales à tendues. Néanmoins, cette histoire comprend une collaboration avec diverses OSC en Afrique, en Asie, dans le Pacifique, en Amérique latine, dans les Caraïbes, en Europe centrale et de l'Est et au Canada ainsi qu'avec des organisations civiques internationales et des organismes du système multilatéral.

L'ACDI a réagi à cette réalité diversifiée en créant une vaste gamme d'instruments de programmation pour travailler avec les OSC et la société civile, tout en appliquant ces modalités dans presque tous les secteurs. Son approche réactive en termes de programmation lui a permis de créer de nombreux mécanismes pour soutenir et exploiter la créativité et la croissance de la société civile. Les OSC au Canada et dans les pays en développement ont reçu des formes variées de financement de « projet » et de « programme » pour les secours humanitaires, la programmation axée sur le développement à plus long terme et les initiatives stratégiques. Les subventions et les accords de contribution ont procuré un soutien financier à des organismes canadiens s'employant à renforcer des vis-à-vis du Sud et internationaux, de même qu'à des organismes d'intervention bénévoles canadiens et internationaux. Les directions générales bilatérales de l'ACDI ont conclu des contrats avec des OSC canadiennes et du Sud, à titre d'agents d'exécution. L'ACDI a soutenu financièrement des travaux d'éducation, d'élaboration de politiques et de promotion des droits d'OSC canadiennes au sein de tribunes tant nationales qu'internationales. Des fonds de contrepartie dans les pays en développement ont soutenu des programmes d'OSC et les organisations elles-mêmes. L'ACDI a créé des fonds de programme indépendants au Canada et dans les pays en développement, administrés parfois conjointement par l'ACDI et les OSC, ou administrés parfois par des tierces parties. Dans certains pays en développement et en transition, les directions générales bilatérales de l'ACDI sont intervenues sur le plan des politiques en faveur de la société civile, pour promouvoir la réforme juridique et constitutionnelle et les droits de la personne.

Un bref exemple montre comment les divers instruments de programme de l'ACDI peuvent se compléter les uns les autres. En 1996, la Direction générale de l'Afrique et du Moyen-Orient (DGAMO) a financé un projet en Afrique du Sud mis en œuvre par une association professionnelle, l'Association du Barreau canadien, dans le cadre duquel des juristes canadiens et sud-africains ont constitué un recueil de jurisprudence axé sur les droits pour aider à interpréter la nouvelle constitution sud-africaine. Le projet a mis l'accent sur les droits des citoyens dans des domaines importants de la vie sud-africaine, c'est-à-dire le logement et les services municipaux, l'égalité entre les sexes et l'égalité sociale de même que les droits des enfants, des prisonniers et des immigrants. L'intervention a contribué à créer un *environnement juridique habilitant plus solide* pour une société civile plus saine, en faisant la promotion des droits démocratiques d'association et de libre expression.

Une contribution de programme de la Direction générale du partenariat canadien accordée à une ONG canadienne, OXFAM Canada, a complété l'initiative de la DGAMO. OXFAM a employé une partie de son budget de programme pour appuyer des organisations de femmes et des associations communautaires urbaines en Afrique du Sud, en investissant dans la formation au leadership et la formation axée sur les compétences de même que dans le développement organisationnel. Le programme a renforcé la capacité des organisations de citoyens à *utiliser l'espace du nouvel environnement habilitant* pour exécuter des programmes pour leurs membres et pour défendre des droits et négocier avec le gouvernement et le milieu des affaires.

Cet exemple montre que, dans des circonstances favorables, les nombreuses modalités de l'ACDI peuvent se compléter, la programmation réactive avec les OSC créant un effet « multiplicateur » afin d'élargir les bienfaits d'une initiative financée bilatéralement.

Deuxièmement, l'ACDI a maintenant l'occasion de retracer l'histoire organisationnelle et d'analyser toute cette activité, c'est-à-dire son fondement, ses principes, sa portée et son incidence de même que les enseignements à en tirer. L'Agence possède des exemples d'analyse stratégique et de lignes directrices pertinents aux OCS et à la société civile, notamment le document de 1996 sur le renouvellement de la relation entre les organismes bénévoles canadiens et l'ACDI. Rédigé par le personnel de la Direction générale des politiques, ce document est le fruit d'une vaste consultation menée auprès des organismes bénévoles canadiens en 1995-1996. D'autres documents d'orientation - des notes de service internes sur le financement et l'évaluation, entre autres- se rapportent davantage aux procédures qu'à la stratégie quoique l'impact de certains documents, notamment ceux traitant de la gestion axée sur les résultats, soit de nature stratégique même si leur contenu est opérationnel.

Nous pouvons aussi renvoyer à une tradition de colloques et consultations réguliers entre l'ACDI et les OSC avec lesquelles elle travaille, plus particulièrement les organisations canadiennes. Ces activités offrent une tribune pour analyser, débattre, échanger de l'information et des recommandations sur les politiques et la pratique. L'ACDI commande aussi des évaluations régulières de la structure et de la programmation des OSC qu'elle soutient, et effectue également ses propres examens de programme périodiques. Collectivement, ces sources constituent une mine d'information sur les principes et les méthodes de la coopération, les procédures de fonctionnement ainsi que le fondement, la conception, l'administration et l'impact des programmes.

Nous pouvons aussi puiser dans une masse d'analyses faites par des observateurs et commentateurs indépendants de l'ACDI.⁸ Ces dernières ont souvent été solides et pénétrantes, et l'ACDI a apporté des contributions *indirectes* considérables à de telles analyses. Ses programmes et autres subventions ont joué un grand rôle dans la vie des instituts de recherche, des ONG et des chercheurs qui ont produit cette masse de connaissances.⁹

En l'absence d'une analyse détaillée du travail de l'ACDI avec les OSC, l'évaluation de cette tradition ne sera que partielle, avec un biais anecdotique. Néanmoins, il est clair que l'expérience comprend à la fois des réalisations éclatantes et des problèmes majeurs. L'ACDI a été louangée pour sa programmation souple et créative et pour sa réceptivité qui a encouragé les meilleures des OSC.¹⁰ De l'autre côté de la médaille, il y a eu des conflits d'ordre stratégique et budgétaire avec des OSC, le ressentiment éprouvé au sein d'OSC face à de soi-disant mesures arbitraires et une multitude de griefs petits et grands de part et d'autre.¹¹

En bref, la connaissance que l'ACDI possède de son travail avec les OSC – et cette observation vaut probablement pour les OSC elles-mêmes – est largement pratique et expérientielle, informelle plutôt que systématisée et personnelle ou implicite plutôt que publique ou institutionnelle. Sa masse de connaissances est en grande partie latente et potentielle. Nous avons donc une occasion importante de la documenter, de la découvrir et de la faire connaître.

La Société civile : points de vue d'autres organismes

Depuis quelques années, d'autres organismes donateurs et multilatéraux ont beaucoup investi pour analyser leurs rapports avec la société civile et les OSC et pour élaborer des guides de politiques et procédures.¹² Il s'agit là d'un bon indicateur de l'importance politique et opérationnelle de la question dans le système mondial de coopération au développement. La plupart des grands acteurs institutionnels ont jugé nécessaire d'examiner leur propre passé par rapport à la société civile, d'éclaircir leurs politiques et procédures et de tracer leurs orientations futures. Il faut tenir compte de l'histoire, du contexte politique et des ressources différents des organismes en question, mais les études citées comprennent une analyse de la croissance des OSC et de leur essor; un résumé de l'expérience passée de l'organisme avec de telles organisations; les principes, objectifs et méthodes d'une collaboration future; et une évaluation des problèmes à régler pour mettre en œuvre de nouvelles approches.

Des organismes comme le CAD et la Banque mondiale jouent un rôle extrêmement important pour modeler les conditions du débat qui a cours dans le milieu du développement. Ces organismes prévoient que les organisations de la société civile joueront un rôle de premier plan pour remanier la coopération au développement et réaliser l'objectif de réduire la pauvreté. Pour le CAD, le fondement des stratégies de développement prises en charge localement et le pivot de l'approche de « partenariat » tiennent à un dialogue ouvert et concerté des autorités locales avec la société civile et les partenaires extérieurs. De façon comparable, le Cadre de développement intégré préconisé par la Banque mondiale est fondé sur la vision d'un contrat social ou d'une entente en vertu duquel les gouvernements des pays en développement collaborent avec différents

intervenants de la société civile et du secteur privé pour bâtir une stratégie commune de lutte contre la pauvreté.¹³

L'évaluation que les homologues de l'ACDI font de la société civile et des OSC est très positive. Selon ces bailleurs de fonds, les OSC contribuent vraiment à la politique de développement, à la gouvernance des institutions et de la société en général et aux activités de programme. On considère que la collaboration avec les OSC est un moyen d'améliorer la conception, l'exécution et les résultats de l'aide au développement, plus particulièrement pour être à l'écoute des besoins et des intérêts des gens pauvres et marginalisés. Les OSC peuvent mettre à contribution un savoir-faire spécialisé et des innovations dans de nombreux domaines, non seulement dans la prestation de services au niveau local ou communautaire, c'est-à-dire le champ d'action traditionnel de ces organisations, mais de plus en plus au niveau de l'élaboration des politiques. Pour certains organismes, les OSC offrent de véritables avantages en faisant la promotion de la participation des citoyens, une gouvernance plus démocratique et la protection des droits de la personne étant vues comme des éléments importants de la lutte contre la pauvreté. Le récent livre blanc du DFID sur la pauvreté et le développement international en offre un bon exemple :

Si le système international doit travailler pour les pauvres, il nous faut alors une société civile nationale et mondiale plus forte, qui exige les changements nécessaires pour réaliser les objectifs internationaux de lutte contre la pauvreté....Il convient particulièrement de permettre à la société civile de jouer un rôle encore plus déterminant dans les pays en développement...Le gouvernement du R-U travaillera avec cette dernière à renforcer la capacité des pauvres à demander que les gouvernements et les institutions internationales rendent compte des progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté¹⁴ [Traduction].

Les analyses des homologues de l'ACDI montrent toutefois clairement que, pour que ces possibilités se concrétisent, les membres des OSC et des organismes publics devront investir temps, effort et argent dans leur capacité à travailler ensemble. Il faudra redistribuer des ressources, mettre en place de nouvelles structures et procédures pour les nouvelles modalités de responsabilisation et de communication de l'information, et il faudra aussi changer les mentalités.

III. LES QUESTIONS STRATÉGIQUES ET LEUR INCIDENCE POUR L'ACDI

Le point de départ de la discussion des questions stratégiques doit être le mandat de l'aide publique au développement du Canada : soutenir le développement durable dans les pays en développement, afin de lutter contre la pauvreté et de rendre le monde plus sûr, plus équitable et plus prospère. La collaboration de l'ACDI avec des OSC et les efforts qu'elle fait pour renforcer la société civile devraient contribuer à son objectif plus général de lutter contre la pauvreté. C'est l'optique dans laquelle nous devons examiner la relation de l'ACDI avec les OSC et la société civile au Canada et dans les pays du Sud et de l'Est. Parmi la multitude d'enjeux, nous en avons choisi trois pour amorcer un dialogue public :

- la meilleure façon de mobiliser les connaissances, le savoir-faire et la capacité d'innovation au sein de la société civile de manière à améliorer les politiques et les programmes de développement et plus particulièrement de renforcer les stratégies de lutte contre la pauvreté;
- la meilleure façon de promouvoir et de renforcer le rôle de la société civile et des OSC à titre de force pour la participation publique, ce qui permettra d'améliorer la gouvernance, la responsabilisation démocratique et la représentation;
- la façon d'améliorer la capacité des gouvernements et des OSC de travailler ensemble, quand ils choisissent de le faire.

Nous examinons ces points ci-dessous un à un, et nous proposons quelques questions ouvertes pour stimuler le débat public.

Mobiliser les connaissances, le savoir-faire et la capacité d'innovation au sein de la société civile afin d'améliorer les politiques et les programmes de développement et de contribuer à la lutte contre la pauvreté

Globalement, les OSC du Nord et du Sud ont établi une présence substantielle en matière de coopération au développement depuis les trois dernières décennies, plus particulièrement pour fournir des services aux collectivités pauvres et marginalisées. Ces organisations ont commencé à jouer ce rôle en partie pour répondre à leurs membres qui leur demandaient de combler le vide laissé par le désengagement des gouvernements et en partie à cause des encouragements des bailleurs de fonds et des contrats conclus avec ces derniers. (Depuis quelques années, les ONG en particulier ont cessé de n'être surtout que des agents d'exécution pour participer à la détermination des besoins, à la conception et à l'administration des programmes de développement. Dans certains domaines, comme les secours humanitaires et les interventions d'urgence, les ONG représentent au moins 50 % des dépenses des pays membres de l'OCDE.) La répartition du travail a changé elle aussi entre les organisations du Nord et du Sud. À mesure que ces dernières ont grandi en fait de nombre, de compétences techniques et de confiance, elles ont pris en charge la plupart des responsabilités opérationnelles qu'assumaient autrefois les organisations du Nord (avec l'exception notable des secours humanitaires, plus particulièrement en Afrique).

Néanmoins, les ONG canadiennes et d'autres organisations de la société civile continuent d'être une voie par l'intermédiaire de laquelle les citoyens canadiens montrent leur solidarité et leur compassion, en faisant don de leur argent, de leur temps et de leurs compétences techniques. Ces contributions ont été soutenues au cours de la dernière décennie, qui plus est, malgré les compressions considérables que les budgets d'aide publique ont subies et les rumeurs de « lassitude de l'aide ». Les OSC (les ONG plus particulièrement) ont souvent apporté leurs contributions et acquis leur réputation dans des secteurs pertinents aux priorités de développement social du Canada, c'est-à-dire les soins de santé, l'éducation de base, le VIH/SIDA et les droits et le bien-être des enfants.¹⁵ De plus, leur prétention à la poursuite de leur rôle est souvent fondée sur le fait qu'elles sont proches des collectivités pauvres et qu'elles sont des agents efficaces dans les stratégies de lutte contre la pauvreté, que ce soit comme défenseurs des droits ou comme fournisseurs de services importants.¹⁶

Les OSC ne se sont pas contentées d'exécuter des contrats pour des organismes publics. Elles ont été des innovateurs sociaux, les gouvernements et les organismes multilatéraux ayant adopté et reproduit leurs concepts et leurs pratiques. Les exemples sont nombreux. Il suffit de penser à l'utilisation répandue du micro-crédit pour constater l'étendue et la valeur de leurs interventions. De nouveaux types d'organisations sont créées presque chaque jour, et des formes familières sont adaptées aux nouvelles circonstances - la croissance rapide du mouvement philanthropique dans les pays en développement en donne de nombreux exemples. À un niveau plus général, la société civile a remodelé le débat public relatif au développement. Au sujet de la crédibilité des stratégies de lutte contre la pauvreté, du développement participatif, du leadership local et de la durabilité, Rajesh Tandon fait remarquer que la rhétorique dominante du développement au tournant du millénaire n'est pas très différente du paradigme du développement que les ONG défendaient de façon si énergique dans les années 1970.¹⁷

Nous nous devons aussi de souligner que les OSC ne se limitent pas à fournir des services, et en fait ne s'y sont jamais limitées. Ces organisations formulent de nouveaux rôles en matière de représentation et de dialogue sur les orientations, confirmant l'intérêt des citoyens envers les questions d'actualité, c'est-à-dire la dégradation de l'environnement, la diversité génétique et la biotechnologie; les droits de la personne, les droits des femmes et des enfants, et des travailleurs; le règlement des conflits et la consolidation de la paix; la survie culturelle et les droits des peuples indigènes; la responsabilité des sociétés commerciales et des institutions financières internationales envers les citoyens et les collectivités. Des particuliers et des organisations de la société civile ont été au premier plan des luttes pour la paix et la démocratie, le leadership de gens comme Rigoberta Menchu et Aung San Sun Kyi étant reconnus par des prix Nobel de la paix. Des organisations comme la Coalition internationale contre les mines terrestres ont insufflé une énergie populaire à des programmes officiels de sécurité humaine, créant un soutien politique d'une telle envergure qu'il a été un facteur essentiel de leur succès. Des organisations vouées à la promotion de pratiques commerciales loyales ont exposé des pratiques commerciales et de travail injustes, usant à la fois de tactiques politiques et de marketing pour élargir le débat public et modifier les pratiques de commercialisation et d'approvisionnement. Avec plus ou moins d'efficacité, des coalitions et des organisations de la société civile ont assumé le rôle de gardien et de catalyseur de la résistance à une multitude de projets, dossiers et institutions, des oléoducs au Tchad à des barrages en Inde, du brevetage de l'ADN de peuplades des îles du Pacifique à l'annulation de la dette de pays pauvres.¹⁸ Elles ont rendu publiques et contesté des pratiques officielles et commerciales et demandé des comptes pour les citoyens et les collectivités.¹⁹

Dans certains cas, cette activité a amené des OSC dans le courant dominant, des organismes comme la Banque mondiale courtisant maintenant d'anciens critiques pour obtenir leur avis sur des questions de principe. Cette évolution n'a pas la faveur de tous. Walden Bello, directeur de *Focus on the Global South*, met en garde les OSC de se laisser recruter dans les efforts que font les IFI pour se donner une nouvelle légitimité.²⁰ Il y a aussi eu un ressac. Les critiques de la société civile soulèvent les mêmes questions à propos de la légitimité, de la responsabilisation et de la représentation que les OSC adressent aux sociétés transnationales et aux institutions financières internationales.²¹

Cela ne signifie pas toutefois que n'importe quelle organisation de citoyens est un modèle de connaissance et de créativité. Il y a cependant un réservoir collectif d'énergie, de savoir-faire

et d'engagement au sein de la société civile, dont la valeur est reconnue par les collectivités qu'elles servent et les grands organismes de développement.

Les mécanismes de programmation réactifs de l'ACDI se sont avérés efficaces pour exploiter cette expertise et cet engagement. L'approche réactive est fondée sur le respect et l'utilité des connaissances et des capacités des institutions à l'extérieur du gouvernement, et sur leur contribution indépendante à la coopération au développement. Traditionnellement, elle a également mis l'accent sur la nécessité de la prise en charge des programmes de développement par les populations et les organisations du Sud, un principe également réaffirmé dans les déclarations récentes du CAD de l'OCDE, notamment dans le Rôle de la coopération au développement à l'aube du XXI^e siècle.²² D'autres enjeux actuels posent des défis encore plus grands pour les OCS. On ne connaît pas parfaitement l'incidence que le déliement de l'aide pourrait avoir sur la société civile au Nord et au Sud. Les organisations du Nord pourraient avoir un accès moins a priori aux budgets de développement de leurs propres gouvernements. En revanche, la recherche laisse entendre que le financement direct des OCS du Sud par les bailleurs de fonds du Nord et les donateurs multilatéraux n'obtient pas non plus l'assentiment général.²³

Questions et options :

- *Le programme canadien de coopération au développement a besoin de la société civile. Comment l'ACDI peut-elle le mieux mobiliser la créativité, les connaissances et l'énergie des sociétés civiles différentes du Canada et du Sud dans la lutte commune contre la pauvreté? De quelle façon l'Agence peut-elle faire participer le plus efficacement les sociétés civiles à l'élaboration de politiques et à la programmation?*
- *L'ACDI peut fournir un soutien plus systématique à la société civile et aux OSC dans les pays en développement et en transition, y compris un financement direct. Parmi les mécanismes de programmation actuels de l'ACDI, lesquels ont été les plus efficaces et quels nouveaux mécanismes seraient nécessaires?*
- *Quels rôles les OSC du Nord et leurs pendants du Sud et de l'Est devraient-elles jouer? Quelle compétence et quels intérêts particuliers ces parties différentes apportent-elles au domaine du développement? Comment doit-on partager les responsabilités?*
- *L'accent thématique (comme les priorités de développement social) ou la concentration géographique des ressources valorisent-ils ou restreignent-ils la contribution des OSC au sein du programme de coopération au développement du Canada? Si l'ACDI opte pour une programmation plus stratégique, quel en sera l'impact sur les mécanismes de programmation réactifs?*

Démocratiser la gouvernance : promouvoir la société civile et les OSC comme véhicules de la participation des citoyens, améliorant ainsi la reddition de comptes et la représentation.

Les organisations de citoyens ont été au premier plan des percées démocratiques au cours des deux dernières décennies, ayant à la fois bénéficié et contribué à un mouvement mondial.

Dans quelques pays, comme aux Philippines, en Afrique du Sud et dans les nations de l'Europe de l'Est, les OSC ont joué un rôle essentiel pour mettre fin à des régimes autoritaires et instaurer des pratiques et des cultures démocratiques. Les OSC ont aussi occupé l'espace politique ouvert par le mouvement généralisé vers la décentralisation du pouvoir politique, en réclamant l'accès aux arènes politiques locales et une place dans les programmes politiques relatifs aux intérêts des pauvres.²⁴ Les interventions de citoyens ne se sont pas non plus limitées à la sphère politique officielle. Des expressions moins spectaculaires mais vitales de solidarité communautaire comprennent les cuisines communautaires au Chili et au Pérou et, plus près de nous, les réseaux de soutien spontanés nés lors de la tempête de verglas de 1998 en Ontario et au Québec. Usant de stratégies allant des boycotts aux bilans sociaux et au marketing social, les OSC ont mis au défi des entreprises de rendre des comptes aux collectivités, aux producteurs, aux consommateurs et à la société en général en ce qui concerne leurs opérations et leurs profits.

Une grande partie de cette activité a pris naissance localement et s'est répandue par delà les frontières et les océans au fur et à mesure que les activistes civiques se sont mis à employer adroitement des technologies d'information et de communication modernes pour promouvoir leurs plans d'action et rechercher des alliés. On a décrit ce phénomène non pas tant comme une « mondialisation partant de la base » mais comme « l'amplification de la localisation ».²⁵ Aussi diffus qu'il puisse être, son pouvoir est indéniable. Les voix dominantes des médias et les dirigeants d'institutions comme l'Organisation mondiale du commerce et la Banque mondiale ont pris conscience, notamment à Seattle, Washington et Prague, du défi que pose ce mouvement international grandissant.²⁶

Pourtant, la société civile est un terrain contesté et diversifié et on devrait se garder d'idéaliser ou d'homogénéiser la société civile et les OSC. Elles constituent un miroir des relations de pouvoir et des valeurs et intérêts contradictoires de la société en général. Par exemple, les OSC ne vont pas toutes à l'encontre des grandes sociétés. Au contraire, certaines ONG travaillent étroitement avec le milieu des affaires et bon nombre d'entre elles travaillent avec la Banque mondiale. Les organisations locales de citoyens peuvent avoir face aux problèmes locaux une réaction différente de celle des OSC oeuvrant sur la scène mondiale. Par ailleurs, les chambres de commerce et d'autres associations commerciales ou coopératives font clairement partie de la société civile. La controverse et les conflits sont donc prévisibles. Le point important est que tant les questions que les organismes sont un élément incontournable du paysage politique, mondialement, nationalement et localement.

La conséquence est aussi assez claire : les agences de développement qui souhaitent travailler avec la société civile et les OSC devront faire des choix et devront clarifier leurs propres valeurs et objectifs ainsi que ceux des organismes avec lesquels elles travaillent. Par exemple, le document de principe de DANIDA reconnaît que la nature même de la société civile est politique et affirme que le critère principal du choix de ses partenaires sera la légitimité populaire et la capacité des OSC de participer à la démocratisation en tant que représentantes des pauvres.²⁷ Par ailleurs, il ne s'agit pas simplement de comprendre et de soutenir les opinions politiques d'institutions particulières. Dans ses orientations sur le développement participatif et la bonne gouvernance, le CAD affirme que la croissance d'une société civile pluraliste, avec tous ses intérêts diversifiés, est essentielle à la démocratisation.²⁸ C'est la promotion d'un contexte et

d'une culture politiques et juridiques qui soutiennent les droits fondamentaux des citoyens à s'associer, à s'organiser et à défendre leurs intérêts qui est en question ici.

Questions et options :

- *L'ACDI peut accorder une plus grande priorité aux questions de gouvernance et de droits de la personne dans son travail avec la société civile. Quelle compétence et quels intérêts particuliers, l'ACDI, le gouvernement du Canada et les OSC canadiennes ont-ils à offrir dans ce domaine?*
- *L'ACDI peut et devrait connaître mieux la capacité de la société civile au Canada et à l'étranger. Quelles sont les meilleures façons de le faire? Quelles sont nos limites et que pouvons-nous apprendre des autres?*
- *Quels mécanismes de programmation de l'ACDI sont particulièrement efficaces dans ce domaine? Quels nouveaux mécanismes pouvons-nous mettre en place?*

Améliorer la capacité des gouvernements et des OSC de travailler ensemble, lorsqu'ils choisissent de le faire

Les analyses des organismes publics faisant partie du système d'aide, dont nous avons parlé à la section II, confirment que la collaboration entre les gouvernements (incluant dans cette catégorie les organismes multilatéraux) et les OSC est intrinsèquement positive et précieuse. Le commentaire présenté dans les paragraphes ci-dessus donne à penser qu'une position plus réservée est plus réaliste. Les relations de travail ont varié de cordiales et constructives à litigieuses et bloquées, et nous pouvons prévoir que la situation ne changera pas. La collaboration peut effectivement avoir des avantages réels, et lorsque les gouvernements et les OSC choisissent de travailler ensemble, il est essentiel de déterminer les capacités qu'ils possèdent pour ce faire et ce dont ils peuvent avoir besoin.

Il est remarquable qu'un organisme aussi gros et bien pourvu que la Banque mondiale reconnaisse que « le renforcement de la capacité » de collaborer est forcément une entreprise conjointe, des travaux devant être exécutés des deux côtés.²⁹ La prépondérance des ressources à la disposition des organismes publics, plus particulièrement l'argent, n'est pas toute l'histoire. Les OSC posséderont des connaissances politiques, culturelles, linguistiques, techniques et géographiques que des organismes plus grands, surtout les organismes étrangers, ne posséderont pas. Toutes les parties devront rajuster leurs notions et leurs pratiques par rapport au temps, à l'espace et au rythme pour reconnaître et exploiter leurs actifs mutuels. La capacité de négocier (au lieu de commander) et d'adapter les rôles, responsabilités et procédures revêtira une importance primordiale, tout comme la volonté et la capacité de négocier et de régler les conflits. La « consultation » peut être un langage commun dans quelques pays, mais des limites et des objectifs clairs et convenus contribueront aux perspectives de dialogue efficace en matière de politiques entre les gouvernements et la société civile, c'est-à-dire ce qui est négociable et ce qui ne l'est pas, les méthodes, les échéanciers et l'étendue de la participation, entre autres.

La capacité de communiquer et d'utiliser l'information est capitale dans toute consultation ou dans tout dialogue. Pour les gouvernements et les entreprises, cela peut vouloir dire de mettre l'information à la disposition du public de façon nouvelle, ou de donner accès à des ressources pour donner une voix et une place aux personnes exclues du pouvoir. Pour les OSC tant du Nord que du Sud, cela peut signifier d'acquérir une nouvelle capacité de rassembler et d'analyser de l'information et de communiquer de façon stratégique, dans des tribunes et à l'aide de médias peu familiers.

Il est particulièrement urgent pour l'ACDI de régler ces questions, étant donné que la portée sociale et géographique de l'Agence est énorme. En plus d'entretenir des rapports avec des centaines d'organisations de la société civile canadienne, l'ACDI touche de nombreux autres organismes dans le Sud par l'intermédiaire de ses programmes. Cette perspective met à l'épreuve les paramètres de la politique de consultation de l'ACDI, en cours de révision.

Questions et options :

- *L'ACDI a joué un rôle de développement des capacités dans sa coopération passée avec la société civile, a appris de ses partenaires de la société civile et pense faire les deux dans l'avenir. Quelles sont les capacités essentielles dont l'ACDI et les OSC (au Canada et à l'étranger) ont besoin pour coopérer de façon efficace? Quelle est la meilleure façon de les améliorer ou de les acquérir?*
- *Quels facteurs clés favorisent ou entravent les changements nécessaires à une coopération plus efficace?*

IV. SOURCES:

RÉFÉRENCES :

Banque africaine de développement. *Co-operation with Civil Society Organisations: DRAFT Policy and Guidelines*. Abidjan : ADB, polycopie, sept. 1999.

Banque asiatique de développement. *ADB's relations with civil society including NGOs and CBOs*. Note de service du Bureau du directeur général (Canada, Danemark, Finlande, Pays-Bas, Norvège et Suède), Manille, 31 oct. 2000.

Banque mondiale (section des ONG et de la société civile). *Working Together: the World Bank's Partnership with Civil Society*. Washington : polycopie, sept. 2000.

Bello, Walden. « From Melbourne to Prague: the Struggle for a Deglobalized World. » *Focus on Trade* #53, (Bangkok: Focus on the Global South), sept. 2000.

Bond, Michael. « The backlash against NGOs. » *Prospect* (R.-U.), avril 2000.

Brodhead, Tim et Brent Herbert-Copley. *Bridges of Hope?* Ottawa : Institut Nord-Sud, 1988.

Brodhead, Tim, et Cranford Pratt. « Paying the Piper: CIDA and Canadian NGOs », in Cranford Pratt (éd.), *Canadian International Development Assistance Policies: An Appraisal*. Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press, 1994.

Agence canadienne de développement international. *Priorités de développement social de l'ACDI : un cadre d'action*. Hull, Québec, sept. 2000.

CIVICUS. *Civil Society at the Millennium*. Washington: CIVICUS, 2000.

DANIDA (Agence danoise de développement international). *Strategy for Danish support to civil society in developing countries -- including co-operation with the Danish NGOs*. Copenhague : document d'analyse et de stratégie provisoire, juin 2000.

DFID (Department for International Development). *Strengthening DFID's Support for Civil Society: Report of Responses to the Consultation Paper*. Londres, février 1999.

Economist.com, *The case for globalisation*, 21 sept. 2000.

Economist.com. *Angry and effective*, [au sujet des manifestations contre les IFI à Prague], 6 oct. 2000.

Foster, John W. (dir.) avec Anita Anand, *Whose World is it Anyway? Civil Society, the United Nations, and the multilateral future*. Ottawa : Association canadienne pour les Nations Unies, 1999.

Fowler, Alan. *Striking a Balance*. Londres : Earthscan, 1997.

Hall, Michael et Keith Banting. « The Nonprofit Sector in Canada: An Introduction » in Keith G. Banting, (éd.), *The NonProfit Sector in Canada: Roles and Relationships*. Kingston : McGill-Queen's University Press, 2000.

Hentic, Isabelle. *Participatory Governance: Bridging the Gap between Civil Society and Government*, ACIDI/Direction générale du partenariat canadien, juin 2000.

Mathews, Jessica. « Power Shift », *Foreign Affairs*, 76, 1 (janv./févr. 1997), p.50-66.

Morrison, David. *Aid and Ebb Tide: A History of CIDA and Canadian Development Assistance*. Waterloo: Wilfrid Laurier University Press, 1998.

Murphy, Brian K. « International NGOs and the Challenge of Modernity », *Development in Practice*, 10, 3/4 (août 2000), p.330-347.

de Oliveira, Miguel Darcy et Rajesh Tandon. « An Emerging Global Civil Society », in CIVICUS, *Citizens: Strengthening Global Civil Society*. Washington : CIVICUS, 1994.

Saxby, John. *Partnership in Question*. Document de fond préparé pour l'ACDI/Direction générale du partenariat canadien et la conférence Journées de coopération internationale de novembre 1999. Hull, Québec : nov. 1999.

Smillie, Ian. « Canada », in Ian Smillie et Henny Helmich (éd.). *Stakeholders: Government-NGO Partnerships for International Development*. Paris : OCDE/Earthscan, 1999.

Sogge, David (dir.) avec Kees Biekart et John Saxby. *Compassion and Calculation: the Business of Private Foreign Aid*. London : Pluto/The Transnational Institute, 1996.

Swift, Jamie. *Civil Society in Question*. Toronto: Between the Lines Press/South Asia Partnership, 1999.

Swift, Jamie et Brian Tomlinson (éd.). *Conflicts of Interest*. Toronto: Between the Lines Press, 1991.

Tandon, Raj. « Riding High or Nosediving: Development NGOs in the New Millennium ». *Development in Practice*, 10, 3/4 (août 2000), p.319-329.

Van Rooy, Alison (dir.). *Canadian Development Report 1999: Civil Society and Global Change*. Ottawa : Institut Nord-Sud, 1999.

Van Rooy, Alison (dir.). *Civil Society and the Aid Industry*. Ottawa : Institut Nord-Sud, 1998.

* * * * *

NOTES DE FIN DE DOCUMENT :

[¹ Rédigé par le personnel de la Direction générale du partenariat canadien et de la Direction générale des politiques, de l'ACDI, le document de synthèse s'inspire d'analyses publiées et inédites de la société civile et de son rôle dans le domaine du développement de même que de nombreuses observations et conversations personnelles.

[² Suivant l'exemple d'Allan Fowler, nous emploierons ces termes pour désigner les pays donateurs du système d'aide et les pays dits « en développement » et « en transition », ou pays bénéficiaires. Voir Fowler, *Striking a Balance* (Londres: Earthscan, 1997), p.3.

[³ Alison Van Rooy (dir.), *Canadian Development Report 1999: Civil Society and Global Change* (Ottawa : Institut Nord-Sud, 1999), p. 11. L'expression « révolution associative mondiale » est de Lester Salamon, « The Rise of the Nonprofit Sector », *Foreign Affairs*, 73, 4 (juillet/août 1994), p. 109.

[⁴ Michael Hall et Keith Banting, « The Nonprofit Sector in Canada: An Introduction » in Keith G. Banting éd.), *The NonProfit Sector in Canada: Roles and Relationships* (Kingston : McGill-Queen's University Press, 2000), p. 10-11. Selon des estimations faites au milieu des années 1990, les organismes de bienfaisance représentent à eux seuls 13 % du produit intérieur brut du Canada (Hall et Banting, p. 15). Parmi ces organismes, jusqu'à 1 000 pourraient participer à la coopération internationale au développement. (Cette estimation est fondée sur le nombre d'organismes sans but lucratif financés par l'ACDI et les rapports qu'ils entretiennent avec d'autres organismes du genre au Canada.)

[⁵ Miguel Darcy de Oliveira et Rajesh Tandon, « An Emerging Global Civil Society », in CIVICUS, *Citizens: Strengthening Global Civil Society* (Washington: CIVICUS, 1994), p. 1.

[⁶ *ibid.*, p. 3; Jessica Mathews, « Power Shift », *Foreign Affairs*, 76, 1 (janv./févr. 1997), p. 50-66.

[⁷ D'autres définitions sont encore plus ouvertement chargées de valeurs. On peut voir la société civile comme un mouvement social visant à contester l'équilibre des alliances et les pratiques des autorités; comme un antidote au statu quo; ou comme une école de démocratie. Voir Alison Van Rooy (éd.), *Civil Society and the Aid Industry* (Ottawa : Institut Nord-Sud, 1998), et Jamie Swift, *Civil Society in Question* (Toronto: Between the Lines Press/South Asia Partnership, 1999).

[⁸ À titre d'exemples, citons Tim Brodhead et Brent Herbert-Copley, *Bridges of Hope?* (Ottawa: Institut Nord-Sud, 1988); Tim Brodhead et Cranford Pratt, « Paying the Piper: CIDA and Canadian NGOs », Cranford Pratt, (éd.), *Canadian International Development Assistance Policies: An Appraisal* (Montreal & Kingston: Université McGill-Queen's, 1994) pp. 87-119; Ian Smillie, « Canada », Ian Smillie et Henny Helmich, (éds.), *Stakeholders: Government-NGO Partnerships for International Development*, (Paris: OCDE/Earthscan, 1999), pp. 71-85; Jamie Swift et Brian Tomlinson, (éds.), *Conflicts of Interest*, (Toronto: Between the Lines Press, 1991); Van Rooy, *Civil Society*; et documents occasionnels d'organismes, comme le Conseil canadien pour la Coopération internationale (CCIC), sur les relations des ONG avec l'ACDI. L'histoire de l'ACDI par David Morrison traite la question seulement au travers une analyse des relations de l'Agence avec les ONG (tant du Canada que du Sud). Voir Morrison, « *Aid and Ebb Tide : A History of CIDA and Canadian Development Assistance* » (Waterloo: Wilfrid Laurier University Press, 1998).

[⁹ Par exemple, la contribution des programmes de l'ACDI à l'Institut Nord-Sud. À un autre degré, les contributions que l'ACDI verse à des ONG et à des organismes de coordination, comme le CCCI, permettent à ceux-ci de financer des analyses de politiques et de programmes.

[¹⁰ Nous pouvons citer simplement trois exemples de l'Afrique, de l'Asie et des Amériques. Dans le cadre du Programme de développement des ressources humaines Philippines-Canada (1990-1996), l'ACDI a appuyé un consortium de réseaux d'ONG du Canada et des Philippines, constitué en société aux Philippines, s'employant à renforcer chaque organisme, le milieu des ONG dans son ensemble et les liens entre les deux pays. Le Programme a réussi à fournir des réponses opportunes, souples et efficaces à des problèmes organisationnels et stratégiques définis localement parce que l'ACDI a adopté un rôle sans lien de dépendance comme bailleur de fonds et a laissé la stratégie et les décisions relatives au programme entre les mains du consortium. Ensuite, les subventions de programme pluriannuelles (1998-2000) de l'ACDI accordées au Partenariat Afrique-Canada ont financé la recherche de cet organisme sur les conflits et le trafic de diamants en Sierra Leone. La subvention de programme, modeste

comparativement au budget destiné au financement de projets du PAC il y a dix ans, a néanmoins permis à l'ONG de faire une intervention significative dans un domaine d'orientation important, rehaussant la visibilité d'une tragédie contemporaine et complétant les efforts officiels que le Canada fait dans ce dossier auprès des Nations Unies. L'ACDI a depuis majoré son appui pour financer un projet de plus grande envergure, renforçant la capacité de défense des droits au sein de la société civile en Afrique occidentale et centrale. Enfin, on trouve de nombreux exemples d'ONG canadiennes travaillant de concert avec le programme d'assistance humanitaire international de l'ACDI de la Direction générale des programmes multilatéraux pour fournir des secours d'urgence efficaces lors de catastrophes naturelles. La réponse lors de l'ouragan Mitch en Amérique centrale (à partir d'octobre 1998) n'est qu'un exemple récent et retentissant où des ONG canadiennes ont déployé des fonds pour aider des collectivités à satisfaire à leurs besoins urgents de refuge, d'aliments, de fournitures médicales et d'eau et d'installations sanitaires.

[¹¹ Les consultations et les colloques comme ceux organisés par la DGPC renferment régulièrement des exemples. On peut en voir aussi dans des événements ou processus spéciaux, comme les tables rondes qui ont précédé la rédaction du document de réflexion de la DGPC intitulé *Partnership in Question*, août/septembre 1999.

[¹² Les exemples dont nous avons tenu compte pour préparer cet Addenda comprennent : Banque africaine de développement, *Co-operation with Civil Society Organisations: Policy and Guidelines*, ÉBAUCHE, Abidjan, polycopie, sept. 1999; Banque asiatique de développement, note de service du Bureau du directeur général (Canada, Danemark, Finlande, Pays-Bas, Norvège et Suède), *ADB's relations with civil society including NGOs and CBOs*, 31 oct. 2000; DANIDA, *Strategy for Danish support to civil society in developing countries -- including co-operation with the Danish NGOs*, document d'analyse et de stratégie provisoire, juin 2000; DFID, *Strengthening DFID's Support for Civil Society: Report of Responses to the Consultation Paper*, février 1999; Banque mondiale (section des ONG et de la société civile), *Working Together: the World Bank's Partnership with Civil Society*, sept. 2000. Quelques-uns de ces documents (comme celui de la Banque mondiale) sont des résumés d'autres études et guides plus détaillés.

[¹³ Banque mondiale, *Working Together*, p. 12. Le Forum 2000 des partenaires au développement organisé conjointement par le CAD et le Centre de développement de l'OCDE (déc. 2000), a mis l'accent sur la collaboration entre les gouvernements et la société civile dans les stratégies de lutte contre la pauvreté, s'inspirant d'analyses d'expériences concrètes au Ghana, en Tanzanie et en Ouganda.

214 *Eliminating Poverty : Making Globalisation Work for the Poor. Livre blanc sur le développement international, gouvernement du R-U (London, décembre 2000), pp. 103 et suivantes.*

[¹⁵ Le document de septembre 2000, *Priorités de développement social de l'ACDI : un cadre d'action* énonce l'approche de l'Agence face à la santé et à la nutrition, à l'enseignement de base, au VIH/SIDA et à la protection des enfants. Un plan d'action a été développé pour chacune de ces quatre priorités de programmation.

[¹⁶ C'est l'une des principales raisons que la Banque mondiale donne pour justifier son partenariat avec la société civile (*Working Together*, p. 8). Des sceptiques ont mis en doute ce rôle et cette position sociale. Voir, par exemple, David Sogge (éd.), *Compassion and Calculation: the Business of Private Foreign Aid* (Londres : Pluto/The Transnational Institute, 1996).

[¹⁷ Rajesh Tandon, « Riding High or Nosediving: Development NGOs in the New Millennium », *Development in Practice*, 10, 3/4 (août 2000), p. 323. Il a reconnu que la pratique était un peu en retard sur le principe.

[¹⁸ Pas toujours de points de vue unifiés. Les réponses des collectivités à l'oléoduc proposé au Tchad/Cameroun, par exemple, ont révélé des différences nettes entre les organisations locales et les ONG oeuvrant dans des campagnes de lobbying mondiales. Voir *Watchdog groups rein in government in Chad oil deal*, washingtonpost.com, 3 janv. 2001.

319 Les relations entre les organisations de la société civile et le secteur privé dans les pays en développement sont aussi complexes que variées, et seront examinées plus à fond dans les prochaines versions de ce document de synthèse. À titre d'exemple, il y a évidence de coopération et de coentreprises entre les ONG et les entreprises privées pour la conception et l'exécution des projets de développement; de coopération et de conflit entre les organisations communautaires, les ONG et les entreprises privées pour la gestion des ressources naturelles; de négociation, de conflit et de collaboration sur des questions stratégiques, telles que la fiscalité, les pratiques de travail et la responsabilité philanthropique.

[²⁰ Bello, « From Melbourne to Prague: the Struggle for a Deglobalized World », *Focus on Trade* #53, sept. 2000. (Focus on the Global South, Bangkok).

[²¹ À titre d'exemple, voir Michael Bond, « The backlash against NGOs », *Prospect* (R.-U.), avril 2000. L'auteur résume des critiques d'ONG oeuvrant dans le domaine du développement international, même s'il englobe aussi les ONG présentes dans la « société civile ».

422 CAD/OCDE, *Le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXI^e siècle* (Paris, mai 1996), pp. 13 et suivantes.

523 La question du financement direct n'est guère nouvelle, mais celle-ci a récemment gagné en importance avec le cours du déliement de l'aide. Voir le rapport du CCCI, « Mind if I Cut In? Report of the CCIC Task Force on CIDA-NGO Funding Relationships » Ottawa, octobre 1988. Une récente analyse des questions complexes, basée sur des études de cas en Asie, en Afrique et en Amérique latine, critique sévèrement à la fois l'efficacité de la pratique au niveau de la programmation et son incidence plus générale sur la société civile. Voir INTRAC, *Direct Funding from a Southern Perspective : Strengthening Civil Society?* (Oxford, 1998); and David Lewis and Babar Sobhan, « Routes of funding or roots of trust? Northern NGOs, Southern NGOs, donors and the rise of direct funding », *Development in Practice*, v. 9, n^{os} 1 et 2, fév. 1999, pp. 117-29.

6

[²⁴ Hentic, Isabelle. *Participatory Governance: Bridging the Gap between Civil Society and Government*, ACIDI/Direction générale du partenariat canadien, juin 2000.

[²⁵ Brian K. Murphy, « International NGOs and the Challenge of Modernity », *Development in Practice*, 10, 3/4 (août 2000), p. 330-347.

726 Voir par exemple, *Angry and effective* [sur les manifestations contre les IFI à Prague], *Economist.com*, 6 oct. 2000; et *The case for globalisation*, *Economist.com*, 21 sept. 2000. Le problème arrivera sur le pas de la porte du Canada lors du Sommet d'avril 2001 de l'OEA à Québec, tandis que des OSC contesteront le programme de libre-échange hémisphérique.

[²⁷ DANIDA, p. 24.

[²⁸ OCDE/CAD, *Orientations on Participatory Development and Good Governance*, 1993, paragraphe 25.

[²⁹ *Working Together*, p. 29.

[

[* * * * *

[SITES WEB CHOISIS :

[

Sites Web canadiens

Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques (RCRPP)

Les RCRPP ont pour mission de créer des connaissances et d'orienter le débat public sur des questions économiques et sociales qui ont une importance déterminante pour le bien-être des Canadiens. Les efforts des RCRPP se rapportent aux enjeux du secteur sans but lucratif et de la société civile en mettant l'accent sur la famille, la santé et le travail.

<http://www.cprn.com>

Institute On Governance (IOG) – Participation des citoyens

Par un mélange de recherches, d'activités d'apprentissage et du site Web **Policity.com** (<http://www.policity.com/>), l'*Institute On Governance* (IOG) examine de nouvelles façons de faire participer les citoyens à l'élaboration de la politique publique. Ses connaissances et son savoir-faire permettent à l'Institut de faire jouer un point de vue informé dans ce dossier et d'offrir un éclairage sur les pratiques actuelles et l'expérience récente dans le domaine.

http://www.iog.ca/about/themes-citizen_participation.html

NonprofitsCan.org: Canada's Nonprofit Information Source

NonprofitsCan.org, une initiative du **Centre canadien de philanthropie** (<http://www.ccp.ca/>), vise à satisfaire aux besoins d'information des organismes sans but lucratif et bénévoles au Canada. Le site renferme des rapports de recherche et de l'information, des nouvelles et des avis d'événements et de conférences.

<http://www.nonprofitscan.org/>

Institut Nord-Sud

Par ses recherches, l'Institut Nord-Sud examine le rôle des secteurs public et privé et du secteur bénévole ou de la « société civile » dans les rapports que le Canada entretient avec des pays en développement. Ces recherches soutiennent les efforts investis à travers le monde pour améliorer l'efficacité de la coopération, assurer la durabilité du développement, améliorer la gouvernance mondiale et favoriser l'égalité entre les sexes.

<http://www.nsi-ins.ca/>

Bureau du Conseil privé – Groupe de travail sur le secteur bénévole

Rapports, communiqués de presse, discours, documents de référence, bulletins, autres documents et liens concernant l'Initiative sur le secteur bénévole et la **Table ronde du secteur bénévole** (<http://www.vsr-trsb.net>).

http://www.pco-bcp.gc.ca/volunteer/gtsb_f.htm

Queen's University - Centre for the Study of Democracy

Le *Centre for the Study of Democracy* offre des cours et des conférences portant sur l'éducation à la démocratie au Canada et à l'étranger.

<http://qsilver.queensu.ca/csd/>

Sites Web internationaux

AmériquesCanada.org – Sommet des Amériques 2001 – Société civile

Le Canada joue un rôle de premier plan pour intégrer les voix d'organisations bénévoles et non gouvernementales au Sommet des Amériques 2001. Ce site renferme une description du mécanisme de participation, des documents de référence et des liens.

<http://www.americascanada.org/politics/civilsociety/civilsociety-f.asp>

Association for Research on Nonprofit Organizations and Voluntary Action (ARNOVA)

ARNOVA est un réseau international et interdisciplinaire de chercheurs et de dirigeants d'organismes sans but lucratif encourageant la création, l'application et la diffusion des recherches sur le bénévolat, les organismes sans but lucratif, la philanthropie et la société civile. Le site Web d'ARNOVA renferme des renseignements généraux, des publications, des liens et des serveurs de listes.

<http://www.arnova.org/>

Aspen Institute

Les programmes de politiques de l'*Aspen Institute* visent à aider des dirigeants, tant aux États-Unis que dans la communauté internationale, à faire face plus efficacement aux nouveaux défis. Bon nombre de ces programmes de politiques ont trait au débat relatif à la société civile.

<http://www.aspeninst.org/default.asp>

Banque mondiale – Organisations non gouvernementales et société civile

La Banque mondiale reconnaît le rôle important que les organisations non gouvernementales jouent pour relever les défis du développement et elle apprécie l'occasion de travailler avec les ONG et la société civile. Ce site Web a pour objet de tenir les ONG et les groupes de la société civile au courant des possibilités croissantes d'interaction avec la Banque.

<http://wbln0018.worldbank.org/essd/essd.nsf/NGOs/home>

Center for Civil Society International (CCSI)

CCSI est un centre de diffusion d'information axée sur les organismes bénévoles et sans but lucratif et les associations indépendantes de l'Amérique – notre soi-disant « secteur tertiaire » - et leurs rapports avec des

organismes analogues à l'étranger. CCSI publie des documents sur support imprimé et électronique et les distribue à travers le monde.

<http://www.friends-partners.org/~ccsi/>

CIVICUS – Alliance internationale pour la participation des citoyens

CIVICUS est une alliance internationale vouée à renforcer l'action des citoyens et la société civile à travers le monde. Son site Web renferme des publications, des documents et des liens aux programmes de CIVICUS.

<http://www.civicus.org/>

Civnet

Civnet est un site Web de Civitas International destiné aux praticiens de l'éducation civique (enseignants, formateurs d'enseignants, concepteurs de programmes d'étude) ainsi qu'aux chercheurs, décideurs, journalistes s'intéressant à la chose civique et aux organisations non gouvernementales (ONG) qui font la promotion de l'éducation civique à travers le monde.

<http://www.civnet.org/>

Commonwealth Foundation - Civil Society Programme

La *Commonwealth Foundation* encourage la recherche, le dialogue et la création de réseaux sur les questions relatives à la société civile par l'intermédiaire d'un programme de la société civile et d'un programme de participation des citoyens et de gouvernance.

<http://www.commonwealthfoundation.com/programmes/index2.cfm?selectedtype=1>

Eldis – Société civile

Eldis est une passerelle vers des sources d'information sur le développement et l'environnement (financé par Danida et Sida et hébergé par l'*Institute of Development Studies*, Sussex). Le guide de la société civile d'Eldis offre un choix de liens et de documents en ligne ainsi qu'une façon de chercher des documents sur la société civile dans la base de données des publications d'Eldis.

<http://nt1.ids.ac.uk/eldis/hot/civsoc.htm>

Commission européenne - Développement – Société civile, bonne gouvernance, ONG et coopération décentralisée

La Direction générale du développement de la Commission européenne appuie et renforce la société civile en Europe et dans les pays en développement. Ce site renferme des documents d'orientation.

http://europa.eu.int/comm/development/sector/ngo/index_fr.htm

Ford Foundation - Peace and Social Justice Program - Governance and Civil Society Unit

La section de la gouvernance et de la société civile s'emploie à améliorer la performance et la responsabilisation du gouvernement, à accroître la participation des citoyens, à améliorer l'élaboration de politiques et à renforcer la société civile et le secteur philanthropique. Par rapport à la société civile, la section a pour objectif de renforcer la participation civique et politique d'individus et de groupes pour déterminer l'avenir de leurs sociétés.

<http://www.fordfound.org/>

Focus on the Global South

FOCUS est un programme de recherche et de pratique en politiques de développement progressistes. Il se consacre à l'analyse des politiques régionales et globales, aux rapports micro-macro et à la promotion des droits. FOCUS se penche sur les questions relatives à la société civile en grande partie par l'intermédiaire de son programme sur l'État, le marché et la société civile, mais aussi par l'intermédiaire de ses programmes sur la libéralisation économique et financière, la sécurité et les conflits et la culture et la mondialisation.

<http://www.focusweb.org>

Global Policy Forum – ONG et Nations Unies

Le *Global Policy Forum* surveille le processus mondial d'élaboration de politiques aux Nations Unies. Ce site Web propose des liens à des renseignements et des analyses sur les ONG aux Nations Unies et sur l'élaboration de politiques mondiales de façon plus générale.

<http://www.globalpolicy.org/ngos/index.htm>

Harvard University - Hauser Center for Nonprofit Organizations

Le *Hauser Center* cherche à approfondir la compréhension et à accélérer la réflexion critique sur la société civile chez les chercheurs, praticiens, décideurs et le grand public, en encourageant la recherche, en élaborant des programmes d'étude, en encourageant l'apprentissage réciproque entre universitaires et praticiens et en formulant des politiques qui valorisent le secteur et son rôle dans la société.

<http://www.ksghauser.harvard.edu/>

Institute for Development Research (IDR)

L'*Institute for Development Research* (IDR) est un organisme de recherche, d'éducation et de consultation sans but lucratif qui s'emploie à renforcer la capacité des groupes de la société civile à servir la cause du développement juste et durable. Ce site renferme des publications en ligne gratuites qui touchent souvent le renforcement de la société civile.

<http://www.jsi.com/idr>

Institute of Development Studies (IDS) – Pages du Civil Society and Governance Programme

Le *Civil Society and Governance Programme* est un projet de recherche financé par la Fondation Ford. Il est basé à l'*Institute of Development Studies*. Le programme de recherche de trois ans, créé au mois d'avril 1998, se penche sur les relations entre la société civile et les administrations publiques dans 22 pays différents.

<http://www.ids.ac.uk/ids/civsoc/index.html>

International Society for Third-Sector Research (ISTR)

ISTR est une organisation internationale importante qui encourage la recherche et l'éducation dans les domaines de la philanthropie, de la société civile et du secteur sans but lucratif. Le site Web de l'ISTR renferme des publications, un serveur de listes et de l'information sur des réseaux régionaux et des conférences internationales.

<http://www.jhu.edu/~istr/>

Japan Centre for International Exchange (JCIE) - CivilNet

Depuis sa création en 1970, JCIE a consacré une grande partie de ses ressources pour promouvoir la philanthropie et le secteur sans but lucratif au Japon. En mettant particulièrement l'accent sur la région de l'Asie-Pacifique et le développement de la propre société civile du Japon, CivilNet s'est employé à servir la cause du secteur sans but lucratif à travers le monde en parrainant des conférences, des programmes d'échange et des études.

<http://www.jcie.or.jp/civilnet/index.html>

Johns Hopkins University - Center for Civil Society Studies

Le *Center for Civil Society Studies* du *Johns Hopkins Institute for Policy Studies* cherche à encourager le développement et le fonctionnement efficace d'organisations sans but lucratif, philanthropiques ou « de la société civile ». Le Centre s'acquitte de sa mission par une combinaison d'activités de recherche, de formation et de communication d'information aux États-Unis et à travers le monde.

<http://www.jhu.edu/~ccss/>

Kettering Foundation

La *Kettering Foundation* est un institut de recherche américain qui cherche à renforcer la démocratie et la société civile en Amérique et à travers le monde. Les recherches de la fondation couvrent les domaines suivants : participation des citoyens et choix public; politique et leadership communautaire; le public et les écoles publiques; les institutions, les professionnels et le grand public; la relation entre la population et l'État; et l'international et le civil.

<http://www.kettering.org/>

London School of Economics - Centre for Civil Society

La mission du Centre est de devenir le centre d'excellence européen pour l'étude de la société civile. Par des activités de recherche, d'enseignement et d'analyse des politiques, le Centre vise à approfondir nos connaissances sur les catégories, les rôles et les contributions des organisations de la société civile en Grande-Bretagne, en Europe et à travers le monde.

<http://www.lse.ac.uk/Depts/ccs/>

NonProfit Pathfinder

NonProfit Pathfinder, une collaboration de *Independent Sector* et de *University of Maryland Civil Society Initiative*, est une passerelle mondiale vers les recherches et l'innovation en matière de société civile. Ce site renferme de l'information sur l'innovation, la mesure de l'incidence, les ressources de recherche et les écrits et les bibliothèques se rapportant à la société civile.

<http://www.independentsector.org/pathfinder/index.html>

Organisation des États américains (OEA) – Comité de la participation de la société civile aux activités de l'OEA

Ce site Web explique le processus par lequel des organisations de la société civile peuvent devenir accréditées ou agréées auprès de l'OEA. Il fournit aussi des documents et des liens pertinents décrivant les progrès relatifs à la participation de la société civile aux activités de l'OEA.

<http://www.civil-society.oas.org/>

Transnational Institute (TNI)

Le *Transnational Institute* (TNI) met au point des projets de recherche interdisciplinaires avec des chercheurs, des activistes, des journalistes et des instituts progressistes. TNI aborde les enjeux de la société civile par l'intermédiaire de ses programmes sur l'économie mondiale, la démocratisation et la paix et la sécurité.

<http://www.tni.org>

Nations Unies – Partenaires de la société civile

Ce site montre comment le système des Nations Unies s'associe à des ONG et à d'autres intervenants de la société civile dans des dossiers d'intérêt mondial. Le site renferme des déclarations publiques, des documents de première importance des Nations Unies, des questions à l'ordre du jour des Nations Unies, des calendriers des réunions et des événements des Nations Unies et des liens aux organismes compétents des Nations Unies.

http://www.un.org/partners/civil_society/home.htm

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) – Programme des organisations et de la participation de la société civile

Ce site présente le Programme des organisations et de la participation de la société civile (CSOPP) du PNUD de façon assez détaillée et vise à fournir de l'information concernant la promotion et la création d'environnements favorables pour permettre aux OSC de contribuer efficacement au développement humain durable en encourageant des dialogues sur les politiques entre les gouvernements, les OSC et les bailleurs de fonds.

<http://www.undp.org/csopp/CSO/>

Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD)

L'élimination de la pauvreté, la promotion de la démocratie et des droits de la personne, l'équité entre les sexes et la viabilité de l'environnement sont les préoccupations dominantes dans tous les travaux de l'UNRISD. Ces préoccupations se reflètent dans les études exécutées dans cinq domaines de programme (dont l'un est la société civile et les mouvements sociaux).

<http://www.unrisd.org/>

United States Agency for International Development (USAID) - Center for Democracy and Governance

Les activités du *Center for Democracy and Governance* de l'*USAID* comprennent un accent sur la société civile. L'*USAID* s'emploie à renforcer l'engagement des pays en développement à encourager une société civile indépendante et active du point de vue politique.

<http://www.usaid.gov/democracy/>

